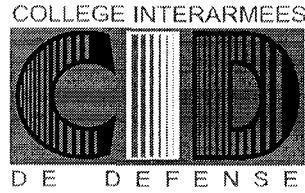


1998 - 130



UNE APPROCHE STRATEGIQUE DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE

#

(mémoire présenté par le chef d'escadron DARRAS)

PLAN DU MEMOIRE

INTRODUCTION

1ère PARTIE : LE REVEIL STRATEGIQUE

11 - Le sens de l'histoire

- La pesanteur de l'héritage
- La crise des fondements

12 - La transition : premier temps de la manœuvre stratégique

- La nécessité d'une stratégie empirique
- La difficile gestation d'une stratégie consensuelle

2ème PARTIE : UN MODELE STRATEGIQUE POUR L'EUROPE DU 21 ème SIECLE

21 - Les invariants du néo-classicisme stratégique

- Une stratégie sans ennemi désigné
- La maîtrise de l'information
- La co-existence pacifique : un concept classique à réactualiser

22 - Un système d'alliance restauré

- Une alliance européenne pour la sécurité sur le continent
- Une alliance atlantique pour la défense du continent

CONCLUSION

UNE APPROCHE STRATEGIQUE DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE

L'homme vit de grands desseins. Dans un monde livré à l'incertitude, la communauté humaine ressent confusément le besoin de nouveaux projets et de nouveaux repères qui viendraient donner un sens nouveau à son histoire. La rémanence des nationalismes, la montée des intégrismes ou le développement des sectes en sont quelques unes des traductions aux effets souvent dramatiques. A cette nouvelle demande de l'humanité, la société moderne doit pouvoir apporter une nouvelle offre. La construction européenne peut constituer à cet égard un projet grandiose.

Mais cette ambition, pour être à la mesure du génie humain, ne doit pas être cantonnée à la seule dimension économique trop réductrice. L'entreprise européenne ouvre une autre perspective qui doit redonner au citoyen du vieux continent, précurseur de la civilisation moderne, la maîtrise de son destin. Pendant plus de trente ans, la stratégie est restée figée dans la dialectique des blocs. Délaissée par les militaires, cette science a été récupérée par les civils. La construction de l'Europe vient lui rendre ses lettres de noblesse à un double titre. Dans un premier temps, elle contribue, par l'émergence d'une problématique qui remet en question des fondements jugés immuables, à un véritable réveil stratégique. Dans un deuxième temps, l'ambition européenne assigne au stratège moderne le devoir impérieux d'édifier sur des bases nouvelles une stratégie adaptée au nouveau spectre des menaces.

* *

LE REVEIL STRATEGIQUE

Le destin de l'Europe s'est pendant des siècles inscrit dans une dynamique civilisatrice. Depuis les grandes découvertes jusqu'à l'aventure coloniale, le vieux continent a été mû par un ressort que l'ère nucléaire et la dialectique bi-polaire ont neutralisé dans les années soixante. Aujourd'hui, celui-ci est à nouveau libéré et l'Europe a rendez-vous avec sa vocation historique. La question fondamentale qui est alors posée est celle de savoir comment assumer celle-ci dans un système international qui sera sûrement marqué par l'émergence d'une nouvelle polarité. Doublement confronté à la gestion des acquis légués par l'histoire et à la difficile conduite de la transition vers une communauté politique, le continent européen sera le théâtre du nécessaire réveil stratégique qu'impose la préservation d'une « âme » européenne de la civilisation occidentale.

Le sens de l'histoire

La pesanteur de l'héritage

La stratégie a été dominée depuis la fin du deuxième conflit mondial par la dissuasion nucléaire. Cette prééminence, si elle a permis de garantir une paix relative pendant plusieurs

décennies, a aussi contribué à une certaine somnolence de la pensée stratégique dans le monde, et particulièrement en France où on peut noter un appauvrissement certain de la littérature produite par les stratégestes. Pour compréhensible qu'elle soit, cette apathie prolongée n'en est pas moins dommageable. Ainsi, aujourd'hui en France, le réveil se fait-il un peu dans le tumulte car les experts sont pris d'une juste peur d'entrer dans l'avenir à reculons.

La dissuasion nucléaire était tellement « limpide et confortable » que le stratège et le politique français, par delà les idéologies qui les animaient, s'en sont contentés pendant trente ans. Seuls certains contestataires isolés déploraient le déficit démocratique marquant l'édification de cette doctrine originale qui fut l'œuvre du général De Gaulle. C'est que celle-ci répondait à l'origine à une situation précise qui justifiait l'entreprise. Quand le général initia la mutation de notre politique de défense, les événements d'Algérie achevaient le processus de contraction de notre espace de souveraineté. Il fallait reconstruire sur les cendres encore chaudes de l'empire colonial un nouvel édifice susceptible de préserver le rang de la France dans le concert des nations. Les penseurs militaires d'alors, peut-être au nom d'une génération meurtrie par des événements tragiques, entendaient faire table rase du passé en édifiant une stratégie de rupture fondée sur la dissuasion nucléaire assortie de l'indépendance nationale. Cette construction doctrinale, pur produit de la pensée gaullienne, combinait ainsi une stratégie moderne, la dissuasion, et un fondement politique ancien, la souveraineté nationale. Or, comme le dit le général Poirier, « n'était-il pas anachronique de sacraliser l'être national et d'affirmer sa pérennité quand les différences culturelles s'estompaient devant l'émergence d'une civilisation universelle et quand le péril soviétique invitait les occidentaux à tempérer leurs divergences idéologiques et leurs conflits d'intérêts »? Pourtant, les exécutifs et les majorités parlementaires successifs ne dévièrent pas pendant trois décennies de la ligne générale fixée par le discours gaullien.

En réalité, la spécificité de la doctrine militaire française répondait moins aux impératifs conjoncturels qu'à une propension multi-séculaire, inscrite dans la tradition et dans l'histoire de la nation, à vouloir conserver par delà les péripéties et les évolutions du système international une place à part. Au nom d'« une certaine idée de la France », les stratégestes des années soixante ont participé à cette savante alchimie qui conciliait l'ouverture à la modernité et ce que le général Poirier appelle « l'héritage du sens ». Voilà pourquoi cette doctrine originale a suscité jusqu'à aujourd'hui un large consensus dans le pays. Voilà aussi pourquoi elle s'est avérée inintelligible de l'étranger, anglo-saxon notamment.

Mais ce qui a fait toute la force de cette conception doctrinale originale, le couplage dissuasion nucléaire / indépendance nationale, en fait aujourd'hui sa faiblesse car la fin de la bi-polarité et la relativisation de la souveraineté nationale entraînent un affaiblissement de ses deux axiomes fondateurs.

La crise des fondements

Pour la première fois depuis des siècles, les fondements de notre politique et de notre stratégie sont remis en question. Ni les politiques, ni les stratégestes ne semblent préparés à une mutation aussi fondamentale que nécessaire. Les évolutions du système international sont telles qu'il ne suffira pas d'apporter à l'existant quelques retouches marginales. Le débat est d'une toute autre dimension : c'est le sens de l'histoire qui est en train de bifurquer. Ce sens, que le général De Gaulle avait eu le génie de vouloir et de savoir maîtriser, se dessine désormais en commun sur un formidable chantier dont nous ne discernons aujourd'hui que quelques soubassements économiques, construits péniblement. L'essentiel reste à édifier. Les

travaux pourraient durer plusieurs décennies car il ne s'agit pas seulement de repenser la défense du pays, entreprise déjà colossale. Il est question, en cette fin de siècle, du statut de la France et de ses partenaires dans un monde soumis à la dynamique communautaire. Le débat est quasi existentiel. Il concerne le politique et le stratège au premier chef, mais aussi chaque citoyen qui peut légitimement se poser la question suivante : la France sera-t-elle encore, dans le panorama international du prochain siècle, un sujet de l'histoire ou devra-t-elle se satisfaire du rôle et du statut consentis par un Autre ? C'est dire tout le poids du fardeau qui pèse désormais sur les épaules d'un stratège tout juste sorti de sa somnolence trentenaire.

En outre, à la différence de ce qu'ont vécu les penseurs militaires des années soixante, les stratégestes modernes ont un héritage à prendre en considération. La stratégie de rupture a pu, nous l'avons vu, se concevoir il y a trente ans car la conjoncture et la révolution nucléaire s'y prêtaient. Aujourd'hui, on peut penser, sans préjuger des orientations qui seront prises dans un futur plus ou moins lointain, que les artisans de la nouvelle doctrine auront quelques scrupules, si l'éventualité devait se présenter, à rompre radicalement avec une doctrine qui aura été pertinente pendant trois décennies. Ce serait alors considéré comme une sorte d'atteinte au « patrimoine stratégique » national.

La crise des fondements est bien réelle. Tant que le volet économique constituait la préoccupation majeure des constructeurs de l'Europe, on pouvait retarder l'échéance du débat fondamental qui s'impose maintenant au politique-stratège. Pris de vertige devant l'abîme creusé brutalement devant lui, ce dernier ne doit pas pour autant céder à la précipitation car la marche vers l'Europe politique constitue une véritable manœuvre stratégique qui s'inscrit forcément dans le long terme. A l'échelle de l'histoire, une phase transitoire de plusieurs dizaines d'années ne fait que commencer. Rien n'est plus figé, toutes les hypothèses sont envisageables : l'heure du réveil stratégique a sonné...

La transition : premier temps de la manœuvre stratégique

La nécessité d'une stratégie empirique

La genèse de l'Europe politique sera nécessairement longue et progressive. Devant les incertitudes qui pèsent aujourd'hui sur l'avenir du système international, il s'avère illusoire de vouloir se projeter dans le temps du projet politique européen réalisé. Les stratégestes sont confrontés au contraire à un formidable processus de construction sans avenir clairement défini. C'est plus la dialectique des volontés que la poursuite d'un objectif bien déterminé qui, au fil des prochaines décennies, devrait faire évoluer le vieux continent vers une entité inédite dont la gestation connaîtra certainement de multiples difficultés. C'est en cela que la marche vers l'Europe constitue une véritable manœuvre stratégique. Car dès lors que les européens précisent leur dessein d'une Europe politique dotée d'une défense unitaire, l'œuvre collective sera forcément affectée par une nouvelle dynamique inter-étatique sur le continent. Malgré la convergence prévisible de certains intérêts, chaque état continuera, pendant toute la phase de transition, d'être mû par une vocation, une tradition et des intérêts propres, dont la réaffirmation ou le renoncement constitueront autant de phases de la grande manœuvre, autant de batailles gagnées ou perdues. Dans ce gigantesque processus de décomposition-recomposition, chacun des acteurs nationaux actuels verra son action politique finalisée et son but stratégique défini par sa contribution future au système de sécurité et de défense commun. Chacun devrait concevoir et planifier ses opérations internes d'auto-transformation pour atteindre l'état final de la progressive genèse européenne. Mais faute d'une représentation suffisamment claire et précise du projet politique à réaliser, chacun des Etats est pour l'heure

réduit à escompter la durable convergence des intentions *aujourd'hui* déclarées et la volonté commune d'aboutir ensemble au but confirmé par les traités successifs. Cette démarche empirique, faite d'une succession de « petits pas », pourra certes être orientée et jalonnée par des déclarations ou décisions communes mais elle sera a priori surtout guidée par la circonstance. On sent donc bien que, dans l'état actuel des choses, l'ambition communautaire en Europe doit se contenter d'un empirisme pragmatique.

La difficile gestation d'une stratégie consensuelle

L'exploitation des faits et des événements par les politiques-stratèges sera ainsi déterminante pour l'avenir du projet politique européen, mais aussi et surtout pour l'avenir de chaque membre de la future Europe. C'est une formidable alchimie qui est imposée aujourd'hui au stratège. On demande au stratège, imprégné de sa culture, lié à son héritage, fidèle à son histoire, d'édifier une doctrine commune libérée de toute subjectivité nationale.

Le stratège européen existera sûrement un jour, quand l'Europe politique sera définitivement formée. Il n'en reste pas moins vrai que d'ici là, pendant toute la phase de transition dont personne ne peut aujourd'hui apprécier la durée ni la complexité, la manœuvre stratégique de la marche vers l'Europe restera confiée à des stratèges nationaux. Alors se pose la question d'ordre quasi philosophique de la stratégie commune ou partagée. Autrement dit, le stratège n'a-t-il pas vocation à être *seul* ? Pourra-t-on encore parler de stratégie quand les orientations et les décisions réuniront autour d'une même table une quinzaine de représentants nationaux ? Poser ces questions c'est toucher du doigt la radicalité de la mutation de la pensée stratégique moderne. Des stratégies différenciées ne peuvent servir un projet politique commun. Ce postulat justifie la notion de stratégie consensuelle qui devrait être au cœur des débats relatifs au système européen de sécurité et de défense. Ce concept nouveau est aujourd'hui à l'état embryonnaire. Il renferme indéniablement une certaine antinomie qui peut laisser présager une gestation difficile.

Quoi qu'il en soit, la maturation d'une stratégie consensuelle, instrument d'une politique commune, se fera par les apports respectifs des stratégies nationales. A cet égard, l'édification de cette nouvelle stratégie constituera bien elle-même une véritable manœuvre stratégique. Ainsi, les débats auxquels se livrent aujourd'hui la France et l'Allemagne montrent déjà des divergences majeures car ces deux états, artisans centraux de la construction de la politique commune de sécurité et de défense, obéissent à des logiques politico-stratégiques différentes. Leur conception respective de la nation ou de l'intervention sur la scène mondiale, leur degré d'intégration dans l'Alliance atlantique, la question nucléaire sont autant d'invariants nationaux sur lesquels se sont fortifiées durant des décennies deux cultures stratégiques radicalement opposées. Le général Gallois peut ainsi fort justement souligner le caractère hypothétique d'un authentique couple franco-allemand, dont la vocation serait pourtant d'être le « nucleus » d'une stratégie européenne commune. Cet obstacle des intérêts divergents entre des Etats héritiers d'une longue histoire dont ils n'ont pas encore digéré toutes les séquelles pourra-t-il être levé dans l'avenir pour l'ensemble des membres de la Communauté ?

La marche vers l'Europe sera donc plus un parcours du combattant qu'un parcours de santé. En tous cas, à l'arrivée, si tant est qu'on s'inscrive dans la perspective la plus optimiste, chaque pays fera ses comptes car les pans de la doctrine stratégique aboutie auront été contruits avec des « matériaux » nationaux. Entre temps, les stratèges et stratégestes auront œuvré.

Nul doute donc que la longue phase de transition vers l'Europe politique favorise une nouvelle effervescence de la pensée stratégique, succédant assez brutalement à une certaine somnolence autorisée par un système international dominé pendant trente ans par la bipolarité. Le général Poirier peut ainsi écrire : « Le chantier stratégique est aujourd'hui plus *ouvert et en désordre* qu'il le fut jamais depuis 1945[...] Chaque analyste peut donc s'engager, selon son tempérament, son idéologie et sa culture stratégique personnels, dans la plus difficile des entreprises : la critique et la reconstruction de notre doctrine et de notre pratique stratégiques, qu'exige la crise de leurs fondements ». La démarche prospective de modélisation d'une stratégie de sécurité et de défense pour l'Europe s'inscrit dans cet esprit.

*

UN MODELE STRATEGIQUE POUR L'EUROPE DU 21ème SIECLE

Dans les années soixante, le général De Gaulle avait, nous l'avons vu, édifié une stratégie moderne axée sur la dissuasion nucléaire, sur des fondements politiques anciens, la souveraineté nationale et son corollaire, l'autonomie de décision. Le grand dessein européen a ceci de singulier qu'il suggère à la pensée stratégique moderne l'inversion de ce rapport entre politique et stratégie. Il s'agit en effet pour les stratèges de promouvoir, à partir d'un fondement politique nouveau, la construction européenne, un modèle stratégique qui à bien des égards empruntent les voies d'un certain néo-classicisme. Ainsi, l'absence d'ennemi désigné, la réhabilitation de la notion de co-existence pacifique ou la résurgence insidieuse d'un impérialisme culturel ou idéologique impose de restaurer un système d'alliance stratégique original qui affecte à l'UEO et à l'OTAN des responsabilités nettement différenciées en matière de sécurité et de défense.

Les invariants du néo-classicisme stratégique

Une stratégie sans ennemi désigné

Notre modèle stratégique avait été construit sur le fondement d'une adversité potentielle clairement identifiée, en l'occurrence l'URSS et le pacte de Varsovie. La notion d'ennemi désigné nous était familière. Depuis la guerre de 1870, politiques et militaires étaient accoutumés en France à la rigidité d'un système fermé fondé sur une durable et exclusive opposition ami-ennemi. Le stratège pensait en termes de guerre future et notre pensée stratégique s'est en quelque sorte enfermée dans une dialectique conflictuelle simplifiée par *une* menace : celle de l'Allemagne. Substituer l'Union soviétique à l'Allemagne n'avait rien changé au caractère uni-directionnel de l'ennemi désigné.

Cette fixation doctrinale, qui a prévalu pendant plus d'un siècle, ne constitue à l'échelle de l'histoire qu'une longue parenthèse dans l'évolution de la stratégie militaire. Elle ne doit pas pour autant nous faire oublier qu'avant que ces deux puissances soient désignées comme ennemi unique et obsédant, notre culture stratégique s'était formée et enrichie, au cours des siècles précédents, par la lutte contre une adversité plurielle et plus indéfinie. La mutation du système international nous rappelle aujourd'hui que l'analyse stratégique doit

intégrer une pluralité d'hypothèses sur la nature des risques que réserve un avenir ouvert à de multiples situations conflictuelles. La menace devient à nouveau omni-directionnelle. Ce constat ne signifie pas, et c'est là un point capital dans la démarche de modélisation stratégique, qu'il faille négliger l'hypothèse d'une possible « bifurcation » de l'histoire, sous la pression d'évènements qui sont au delà de l'horizon prospectif. Quel stratégeste avait prédit l'implosion du bloc soviétique ? Quel stratégeste peut à ce jour écarter l'éventualité d'un nouvel ennemi désigné ?

L'analyste stratégique a donc le devoir de tirer parti des enseignements de l'histoire pour édifier un modèle qui combine les impératifs du présent et les incertitudes du futur. La construction de l'Europe constitue presque idéalement un chantier propice à l'exercice de cette logique, pressée qu'elle est par les frémissements d'instabilité qui ébranlent le continent, lucide qu'elle doit rester face à des voisins au passé turbulent ou aux desseins trop opaques. C'est à ce double titre que le modèle stratégique de l'Europe politique peut contribuer à redonner aux Etats européens la pleine maîtrise de leur destin.

La maîtrise de l'information

Les formidables progrès scientifiques et technologiques de ces dernières décennies, notamment le développement de l'information et des moyens de communication, ont transformé les possibilités d'information et d'accès à la connaissance. Aujourd'hui plus que jamais, cette révolution de l'information qui semble échapper à toute maîtrise entretient l'illusion d'une émancipation culturelle de l'homme alors que, dans le même temps, elle sert de vecteur pernicieux à un nouvel impérialisme culturel et idéologique menaçant une civilisation européenne que d'aucuns jugent décadente. Il est légitime d'espérer que le réveil stratégique évoqué dans la première partie de ce développement annonce ou amorce un autre réveil, celui de cette civilisation-fantôme, oublieuse de sa grandeur passée, livrant à l'avidité de sa fille les restes d'un vieux continent dénué d'ambition. Pour l'heure, il nous appartient de promouvoir une stratégie qui exploite au mieux les apports de cette formidable révolution de l'information qui est certes celle du *savoir*, tout en se prémunissant contre ses effets pervers, à savoir une forme nouvelle d'accession au *pouvoir*.

Comme le nucléaire fut le fondateur de la dissuasion, l'information est l'essence de la prévention. Son instrument est le renseignement, « matière première de la stratégie », pour reprendre la formule de l'amiral Lacoste. Les pays européens, et spécialement la France, disposent à n'en pas douter du niveau technologique nécessaire à la mise en œuvre d'une stratégie du renseignement autonome. Ainsi le développement des moyens d'observation satellitaire et de communication permettrait aux décideurs de l'Europe politique du vingt-et-unième siècle d'anticiper les évènements par une connaissance objective et instantanée des situations de tension ou de crise menaçant la stabilité du continent. En outre, la maîtrise de l'information offre aux puissances nucléaires la possibilité d'exercer un contrôle mutuel de leurs arsenaux respectifs et de veiller au respect des accords de non-prolifération par les autres Etats. L'information, par le développement autonome des moyens de renseignement notamment dans l'espace, permet d'une part d'intervenir par anticipation dans le cycle conflictuel, d'autre part d'introduire un élément primordial de transparence et de contrôle réciproque.

Toutefois, ce que l'information peut apporter en positif dans la connaissance des hommes et des évènements, elle peut aussi le produire en négatif pour la conquête des esprits, l'influence culturelle et la domination du marché mondial. Tout monopole exercé dans ce domaine constitue une forme d'impérialisme culturel qui peut à terme devenir source de

tension ou facteur de conflit. Cette conquête idéologique insidieuse doit être dénoncée et contenue. Le développement des réseaux de communication n'en est certainement qu'à ses débuts. La liberté et l'autonomie d'accès à un savoir universel sont considérées par certains comme un progrès, par d'autres comme une illusion. Il s'agit là d'un débat qui mériterait un développement particulier. Il reste que des vecteurs de communication tels qu'Internet ne peuvent servir à véhiculer une idéologie, quelque « douce » ou libérale fût-elle. Ainsi, les promoteurs de la stratégie européenne du renseignement devront-ils parallèlement œuvrer à la conception d'une stratégie de la communication.

La co-existence pacifique : un concept classique à réactualiser

Avec l'effondrement du bloc de l'Est, la notion de co-existence pacifique se trouve purgée des ambiguïtés naguère introduites par la doctrine soviétique et recouvre son sens vrai. Force est de constater également que la dissuasion nucléaire ne permet plus de garantir la stabilité du continent européen. Pendant trente ans, l'évocation du concept de dissuasion a sous-entendu celle de l'arme nucléaire. Or, il semble raisonnable d'envisager une dissuasion efficace au moyen d'un arsenal militaire classique. On peut même prétendre qu'aujourd'hui la disposition et l'engagement rapide d'une force traditionnelle crédible exerceraient sur le fauteur potentiel de troubles un effet dissuasif certain, eu égard au caractère forcément progressif de tout processus de dégradation sur le continent et à la capacité d'information instantanée évoquée précédemment. Si donc la dissuasion peut être autre que nucléaire, pour autant elle doit rester aussi nucléaire pour la simple raison que l'ennemi désigné peut resurgir demain. Cette approche duale d'une fonction dissuasive désacralisée donne à la notion de co-existence pacifique une pertinence qu'elle n'a pas aujourd'hui. Les événements tragiques de l'ex-Yougoslavie en ont apporté une preuve irréfutable. La force déclaratoire des intentions pacifiques n'est rien si elle n'est pas assortie d'un concept de dissuasion adapté au nouveau spectre des menaces.

Un système d'alliance restauré

La confrontation des différents invariants qui s'imposent en cette fin de siècle aux stratégies du sous-système européen conduit à envisager un jeu d'alliances répondant à deux logiques complémentaires. Comme l'écrit le lieutenant-colonel Bertrand Ballarin, « tandis que la sécurité repose sur la notion de *coopération*, la défense se fonde sur la considération d'un ou plusieurs *antagonismes*, présents ou futurs, annoncés ou seulement prévisibles, mais dont, quoi qu'il en soit, il est pris acte ». Le stratège peut trouver dans cette double logique l'argument utile à démêler l'écheveau conceptuel qui freine la construction d'une politique européenne de sécurité et de défense. A l'UEO, émanation de la logique de coopération sur le continent, doit être affectée la responsabilité de la sécurité intra-européenne ; à l'OTAN, dont l'existence ne doit se justifier que par rapport à un antagonisme désormais virtuel, peut être confiée la défense du continent contre un adversaire extérieur à l'Europe.

Une alliance européenne pour la sécurité sur le continent

La construction de l'Europe politique doit conférer un nouveau statut à l'espace stratégique européen. Notre modèle stratégique des années soixante s'inscrivait dans la logique des « trois cercles », ordonnant selon leurs importances relatives les intérêts attachés au sanctuaire métropolitain, à l'espace européen, puis au delà au « reste du monde ». La

grande « manœuvre » européenne, amorcée avec la coopération militaire franco-allemande, tend à donner à notre ancien deuxième cercle un statut stratégique nouveau. Mais ce statut est bien fragile dans la mesure où l'OTAN a adopté un nouveau concept stratégique promouvant une « vision élargie de la stabilité et de la sécurité ». Cette nouvelle vision rompt évidemment avec la vocation originelle de l'organisation et on peut s'interroger sur les finalités d'un tel changement de cap de la stratégie otanienne. Quoi qu'il en soit, les européens doivent réagir et ce pour plusieurs raisons. D'anciens foyers de tension ont été réactivés par le déverrouillage du système dissuasif Est-Ouest. L'émancipation de groupes affirmant leur identité et revendiquant le statut plénier d'acteur politique, la dégradation structurelle, économique et sociale des pays de l'Est exigeront un traitement préventif et curatif des crises. La seule perspective de ces turbulences, qui évoquent d'ailleurs la situation d'hétérogénéité et d'instabilité que le continent a connue avant 1914, justifierait à elle-seule l'impérieuse nécessité de donner à l'UEO la responsabilité pleine et entière de la sécurité de l'Europe. D'autre part, le conflit en ex-Yougoslavie a clairement montré que l'OTAN, malgré l'affichage de sa nouvelle doctrine « élargie », subordonnait son concours à d'importantes conditions.

Ainsi, tant que la dialectique stratégique otanienne freinera les initiatives de l'UEO, la constitution d'un instrument d'action militaire spécifiquement européen, capable de traiter les problèmes par la prévention dissuasive, le contrôle et la résolution des crises et conflits intra-européens, restera difficile. Il faut cependant garder espoir. Le développement des forces multi-nationales, telles que le corps européen, les euroforces et le groupe aérien européen franco-britannique, témoignent d'une volonté d'unir les efforts en matière de sécurité. Ces démarches ainsi que l'heureuse initiative de la force de réaction rapide, mise sur pied à l'été 1995 en Bosnie par la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas constituent peut-être les premiers pas d'une longue démarche empirique qui aboutira un jour à la création d'une véritable force européenne à la disposition d'une UEO qui sera autre chose qu'une coquille vide.

Une alliance atlantique pour la défense du continent

Si le principe de l'intégration militaire de plusieurs pays dans une organisation commune est nécessaire dans le cadre de la construction européenne en raison de l'immédiateté et de la proximité du risque crisogène, il est aujourd'hui beaucoup plus contestable en ce qui concerne l'OTAN. Comme l'écrit le général Poirier : « Penser la défense européenne comme le second pilier de l'Alliance, c'est attribuer à celle-ci une fonction surdéterminante et éternisée - structurante - alors que, si l'Europe politique était définitivement formée, ses intérêts et ses risques s'avèreraient différents de ceux des Etats-Unis, voire opposés ». Aujourd'hui, le débat relatif à la défense du continent est dominé par des considérations principalement structurelles, comme si l'essentiel de la question pouvait être résumé à la part d'autonomie et de commandement européens au sein de l'OTAN. L'Alliance - l'épithète « atlantique » étant désormais implicite - apparaît ainsi comme une organisation à caractère universel alors que sa raison d'être est éminemment conjoncturelle.

A l'origine, l'Alliance répondait à un besoin. Elle répond maintenant à une ambition. Il est clair que l'élargissement du concept stratégique de l'organisation en 1991 d'une part, la dynamique partenariale « proposée » aux candidats à l'intégration d'autre part, forment bien les deux volets d'une même logique hégémonique. Pour preuve, il suffit d'observer que les programmes de partenariat individuel (IPP selon le sigle otanien), qui contenaient initialement des normes d'interopérabilité exclusivement techniques, incluent désormais des normes

politiques et des « orientations » claires en matière d'équipement des forces. La stratégie de l'OTAN est donc en train de changer fondamentalement. La logique monopolistique qui semble prévaloir est contestable dans la mesure où elle ignore la perspective de la multipolarisation du système international, à moins qu'il s'agisse là d'une manière habile de mieux la maîtriser en tuant dans l'œuf toute tentative d'émancipation européenne. L'Europe peut proposer une alternative à l'anachronisme otanien en réhabilitant, avec l'appui de ses partenaires, un système d'alliance néo-classique fondé plus sur les évolutions conjoncturelles que sur l'ambition idéologique et économique d'un pôle aujourd'hui dominant.

Le nouveau jeu d'alliances de l'Europe-Union combinerait ainsi d'une part, pour sa « sécurité intérieure », une intégration militaire systématique de ses membres dans l'UEO, d'autre part, dans l'éventualité d'une nouvelle menace exercée contre le continent européen, une alliance circonstancielle avec un autre pôle stratégique qui, selon toute probabilité, serait alors dominé par les Etats-Unis. Cette nouvelle combinaison stratégique impose la maîtrise de l'information évoquée plus haut dans la mesure où celle-ci permet d'anticiper la formation d'une alliance *ad hoc*. Elle justifie par ailleurs, et ce n'est pas le moindre de ses avantages, le maintien d'une capacité nucléaire au sein-même du pôle stratégique européen car, en cas de défaillance toujours envisageable de l'allié virtuel ou *désigné*, l'Europe-Union doit pouvoir disposer de moyens de riposte autonomes. Enfin, elle favorise le développement d'une industrie européenne de sécurité et de défense.

* * *

La construction de l'Europe est aujourd'hui balbutiante. Pour parvenir à l'adoption d'une monnaie unique, il aura fallu aux économistes et aux politiques franchir, durant plusieurs décennies, de multiples obstacles. Comment peut-il en être autrement pour la deuxième tranche de ce gigantesque chantier qui à terme devrait aboutir à une Europe-Union, véritable pôle non seulement économique, mais aussi politique et culturel. C'est une formidable œuvre civilisationnelle qui attend les Européens. Parmi eux, le stratège doit recouvrer la place qu'il avait perdue dans un système international gelé par la dialectique des blocs. Depuis bientôt dix ans, le panorama mondial est à nouveau ouvert à la dialectique des volontés, celle des stratèges. Le poids des héritages, la somnolence trentenaire, l'incertitude des ambitions rendent le réveil stratégique difficile et la démarche forcément empirique et hésitante. Pourtant la manœuvre stratégique a bien commencé. Une fois la phase de réveil passée, il faudra bien que les volontés s'affichent et s'affrontent. Il faut faire confiance au génie européen pour trouver une combinaison stratégique originale qui satisfasse les intérêts du vieux continent sans renier la fille aînée outre-atlantique, qui a garanti la paix en Europe pendant trente ans.

Ainsi peut-on prétendre que le repli sur son espace géographique n'implique pas pour l'Europe la fin de la dynamique amorcée au 15^{ème} siècle. Aujourd'hui, la conquête n'est plus territoriale mais culturelle et idéologique. La stratégie doit être désormais conçue plus en termes de polarité qu'en termes de projection de puissance, ce qui rend la dynamique stratégique plus centripète que centrifuge.

La construction européenne s'inscrit parfaitement dans cette nouvelle logique.